



Monsieur l'Inspecteur d'académie, mesdames et messieurs les commissaires paritaires

Malgré le leurre de la taxation temporaire des plus hauts revenus, les 12 milliards d'euros d'économies supplémentaires annoncés par le Premier ministre, reposeront d'abord sur le plus grand nombre.

Une politique gouvernementale qui se traduit notamment par une baisse des dépenses de l'État, une diminution de ses investissements, du montant de ses dotations aux collectivités territoriales et par le non remplacement du départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux. Un plan dont l'efficacité est d'ores et déjà contestée mais dont le niveau d'injustice sociale est avéré malgré l'effort de communication du gouvernement.

L'Éducation nationale est en première ligne...

Le secteur de l'éducation qui devrait être considéré comme un **investissement d'avenir**, est particulièrement impacté par la politique du gouvernement. 16000 postes supprimés en 2010, 14000 suppressions prévues en 2011 et des chiffres du même ordre pour 2012, rien ne va plus.

La situation est d'autant plus intenable que les **moyens des collectivités**, grands financeurs de l'éducation, sont eux aussi **réduits**.

La politique poursuivie par le gouvernement, **56 000 postes supprimés en 4 ans** est d'autant plus préjudiciable qu'elle survient en période de crise. **La crise qui touche toujours plus durement les plus fragilisés**. L'Insee vient de révéler que le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté est en hausse et touche désormais 13,5% des Français soit 8,2 millions de personnes. Ce contexte renforce les **inégalités, les injustices sociales**, et n'est pas sans répercussions sur l'école puisque les écarts scolaires se creusent comme le montrent les études internationales PISA : la France est l'un des pays où le milieu social exerce la plus grande influence sur le niveau scolaire des élèves.

Pour autant, et dans ce contexte de crise économique et financière, **l'école et l'éducation constituent pour les français un sujet important de préoccupation**. Le sondage de l'institut CSA, commandé par le SNUipp - FSU en août dernier, montre que les français estiment toujours majoritairement que l'école maternelle et élémentaire fonctionne bien mais que les mesures prises ces dernières années par le gouvernement vont dans le mauvais sens. L'appréciation portée sur les grandes réformes en cours est sévère. Les français sont ainsi 82% à considérer que la politique du non-remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite est « **une mauvaise chose** ». Un chiffre sans nul doute à mettre en rapport avec le vaste mouvement de protestation contre les suppressions de postes qui a jalonné toute l'année dernière. Ils sont aussi 61% à penser que le gouvernement va plutôt « dans le mauvais sens » en ce qui concerne la réduction de l'échec scolaire.

Les décisions gouvernementales conduisent à la remise en cause des missions fondamentales du système éducatif et se traduisent notamment par des fermetures de postes, par une augmentation des effectifs par classe, par une diminution des remplacements, par une forte dégradation de la formation professionnelle et des conditions d'entrée dans le métier pour les stagiaires, par une détérioration des conditions d'apprentissage pour les élèves et de travail pour les enseignants...

Dans le Val d'Oise, malgré une augmentation prévisionnelle de 1409 élèves, le nombre de postes sera réduit.

L'Académie de Versailles reste classée parmi les dernières en termes d'encadrement au niveau national. Notre académie est sous dotée et en son sein **les spécificités du Val d'Oise** ne sont pas suffisamment prises en compte.

Le taux d'encadrement P/E est ainsi en baisse pour la troisième année consécutive avec une tendance à s'éloigner de plus en plus de la moyenne nationale.

L'œuvre de démolition des RASED se poursuit et au vu de la configuration dans laquelle se retrouve notre département, les coupes sombres des postes ZEP-REP viennent parachever cette démolition ! Les mesures envisagées pour les RASED et dans l'éducation prioritaire constituent une véritable hécatombe : **41% des postes ZEP/REP, près de 20% des postes RASED sont supprimés.**

La situation du remplacement a été dramatique l'an dernier et parfois même dès l'automne dans certains secteurs du département. A cette rentrée, des circonscriptions annoncent déjà la pénurie de remplaçants, les ZIL étant déjà posés sur des congés longs.

Toutes ces mesures sont porteuses de remises en cause profondes des leviers d'action pour une meilleure réussite des élèves du Val d'Oise.

Elles confirment les **désengagements** et les **renoncements** successifs de l'État qui créent un **phénomène de cumul sur les territoires relevant de l'éducation prioritaire**.

Face à la réalité de la crise qui frappe les populations de ces secteurs, le SNUipp rappelle que la difficulté scolaire doit être prise en charge d'abord par l'école, sur le temps de classe, et que les dispositifs ZEP/REP, RASED mais aussi scolarisation des moins de 3 ans constituent des leviers importants en termes de prévention de l'échec scolaire pour notre département.

Pour le SNUipp toutes ces décisions sont lourdes de conséquence. Elles remettent en cause un consensus et un équilibre existant sur le département avec des dispositions particulières pour les écoles en éducation prioritaire. Nous sommes résolument opposés à ces choix car ils portent atteinte à l'ensemble des engagements pris vis à vis des équipes d'écoles et vis-à-vis des familles.

Tous ces choix ministériels exposent dangereusement les élèves, les écoles et **dénaturent le métier d'enseignant**. De plus, les **effets en termes de réduction de droits sociaux (mutations, temps partiels...)** pour les enseignants sont également inadmissibles.

La situation de la direction et du fonctionnement de l'école est critique : des tâches alourdies, des missions complexifiées, un manque de temps notable, et maintenant le non renouvellement de l'aide administrative.

Les directrices et directeurs d'école sont sur tous les fronts pour faire fonctionner l'école. Leurs conditions de travail ne cessent de se détériorer depuis plusieurs années. Le ministère ne peut pas rester sourd plus longtemps. Il est indispensable de **reconnaître et de soutenir leur engagement quotidien** pour la réussite des élèves. Aujourd'hui, le point de rupture est atteint. Dorénavant, pour les directrices et directeurs se sera « Je réponds quand j'ai le temps ». Ils et elles se consacreront en priorité aux activités pédagogiques en lien avec les élèves et au travail relationnel, indispensable auprès des familles. Le reste attendra. La situation doit changer !

Le Chef de l'État en annonçant au mois de juin le gel des fermetures de classes en 2012 a montré qu'il a été contraint de tenir compte des mobilisations pour l'École Publique. Pour autant, il a confirmé le dogme du non remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite. Ce sont 8000 postes d'enseignants qui devraient encore être supprimés l'année prochaine.

RASED, maternelle, éducation prioritaire, formateurs, remplaçants vont servir de cibles aux suppressions de postes. Les élèves les plus fragiles continueront de payer la facture.

Dès le mois de mai dernier, le SNUipp-FSU avait mis en perspective auprès de tous ses partenaires une action d'ampleur, dès septembre, pour en finir avec les suppressions de postes et exiger une ambition toute autre pour l'école et ses personnels.

Les fédérations et syndicats de l'éducation nationale appellent à une journée de grève le 27 septembre contre les suppressions de postes.

La politique éducative du gouvernement ne permet pas de lutter efficacement contre l'échec scolaire et le 27 septembre, c'est de la nécessité de procéder à d'autres choix pour l'éducation qu'il sera question.

